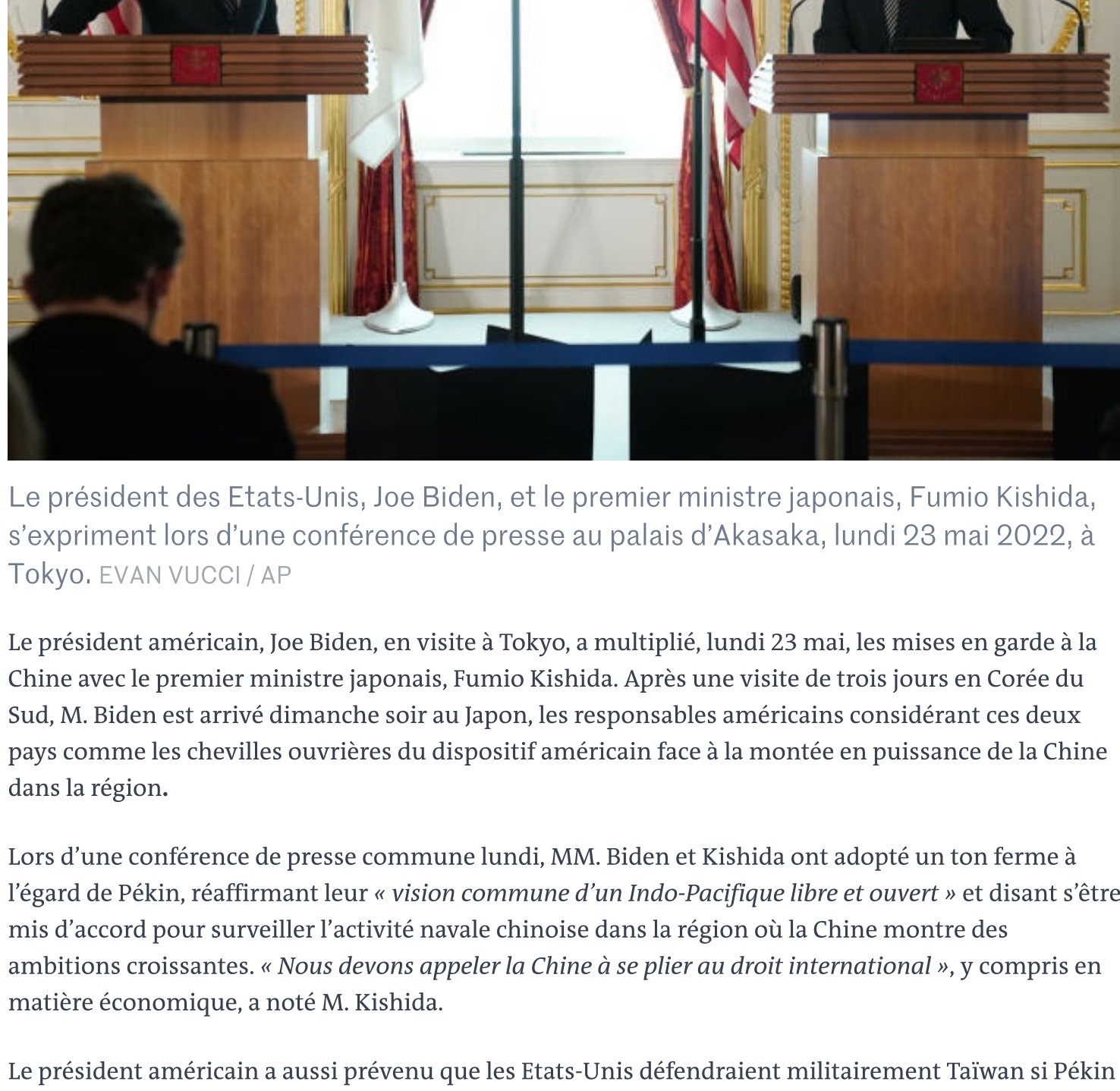


Joe Biden prévient que les Etats-Unis défendront militairement Taïwan en cas d'invasion par la Chine

Le président américain a également annoncé le lancement d'un nouveau partenariat économique en Asie-Pacifique avec 13 premiers pays participants, dont les Etats-Unis et le Japon, mais pas la Chine.

Le Monde avec AFP -

Publié aujourd'hui à 08h56, mis à jour à 10h28



Le président des Etats-Unis, Joe Biden, et le premier ministre japonais, Fumio Kishida, s'expriment lors d'une conférence de presse au palais d'Akasaka, lundi 23 mai 2022, à Tokyo. EVAN VUCCI / AP

Le président américain, Joe Biden, en visite à Tokyo, a multiplié, lundi 23 mai, les mises en garde à la Chine avec le premier ministre japonais, Fumio Kishida. Après une visite de trois jours en Corée du Sud, M. Biden est arrivé dimanche soir au Japon, les responsables américains considérant ces deux pays comme les chevilles ouvrières du dispositif américain face à la montée en puissance de la Chine dans la région.

Lors d'une conférence de presse commune lundi, MM. Biden et Kishida ont adopté un ton ferme à l'égard de Pékin, réaffirmant leur « vision commune d'un Indo-Pacifique libre et ouvert » et disant s'être mis d'accord pour surveiller l'activité navale chinoise dans la région où la Chine montre des ambitions croissantes. « Nous devons appeler la Chine à se plier au droit international », y compris en matière économique, a noté M. Kishida.

Le président américain a aussi prévenu que les Etats-Unis défendraient militairement Taïwan si Pékin envahissait l'île autonome, avertissant que la Chine « flirte avec le danger ». « C'est l'engagement que nous avons pris », a déclaré M. Biden quand on lui a demandé si les Etats-Unis interviendraient militairement contre une tentative chinoise de s'emparer de ce territoire par la force :

« Nous étions d'accord avec la politique d'une seule Chine, nous l'avons signée (...) mais l'idée que [Taïwan] puisse être pris par la force n'est tout simplement pas appropriée. »

« Ne pas sous-estimer » la détermination de la Chine

Le président américain a ensuite rappelé que la Russie devrait « payer un prix à long terme » pour sa « barbare en Ukraine ». « Il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine », a dit M. Biden. Car si « les sanctions n'étaient pas maintenues à de nombreux égards, alors quel signal cela enverrait-il à la Chine sur le coût d'une tentative de prise de Taïwan par la force ? », s'est-il interrogé.

Le Japon et les Etats-Unis « vont surveiller les récentes activités de la marine chinoise, ainsi que les mouvements liés aux exercices conjoints de la Chine et de la Russie », a déclaré, de son côté, le premier ministre nippon, Fumio Kishida, après sa rencontre avec le président américain.

« Nous nous opposons fermement aux tentatives de changer le statu quo par la force en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale », a dit M. Kishida lors d'une conférence de presse. « De plus, nous sommes convenus de nous occuper ensemble de diverses questions liées à la Chine, dont celle des droits humains », a-t-il ajouté.

En réaction aux propos de M. Biden, la Chine a appelé le président américain à « ne pas sous-estimer » sa « ferme détermination » à « protéger sa souveraineté ». « Nous demandons instamment aux Etats-Unis (...) d'éviter d'envoyer de mauvais signaux aux forces indépendantistes » de Taïwan, île revendiquée par Pékin, a déclaré devant la presse Wang Wenbin, un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Lire aussi : [Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Etats-Unis cherchent à rassurer Taïwan](#)

« Stimuler la coopération »

Mardi, toujours à Tokyo, M. Biden cherchera à renforcer le leadership américain dans la région Asie-Pacifique en se joignant aux dirigeants de l'Australie, de l'Inde et du Japon pour un sommet d'une alliance informelle nommée Quad. Il s'agit d'une « occasion essentielle d'échanger des points de vue et de continuer à stimuler la coopération pratique dans la région indo-pacifique », a déclaré la Maison Blanche.

Toutefois, l'Inde, membre du Quad, s'est distinguée jusqu'ici par son refus de condamner ouvertement Moscou concernant la guerre en Ukraine ou de réduire ses échanges avec la Russie. M. Biden aura un entretien en tête à tête mardi avec le premier ministre indien, Narendra Modi.

La crainte que l'imprévisible Corée du Nord tire un nouveau missile ou procède à un essai nucléaire plane sur chaque étape de la tournée de M. Biden. Rien ne s'est produit lors de son passage à Séoul. Le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a déclaré que la menace était toujours présente et que Pyongyang avait le choix « de revenir à la table » des négociations.

Mais Pyongyang a jusqu'ici refusé de répondre aux appels au dialogue, selon des responsables américains, ignorant même les offres d'aide pour combattre une brusque épidémie de Covid-19.

Lire aussi : [La guerre bouscule les équations de sécurité dans l'Indo-Pacifique](#)

Un nouveau partenariat économique en Asie-Pacifique

Lors de sa conférence de presse avec M. Kishida, M. Biden a également dévoilé un nouveau partenariat économique en Asie-Pacifique regroupant dans un premier temps 13 pays, à l'exception notable de la Chine, qui voit ce projet d'un mauvais œil.

Le Cadre économique pour l'Indo-Pacifique (Indo-Pacific Economic Framework, IPEF) n'est pas un accord de libre-échange, mais prévoit davantage d'intégration entre ses pays membres dans quatre domaines-clés : l'économie numérique, les chaînes d'approvisionnement, les énergies vertes et la lutte contre la corruption.

Jake Sullivan, le conseiller américain à la sécurité nationale, a assuré qu'il s'agissait d'une « plate-forme ouverte » car conçue et définie comme telle, mais Pékin se sent délibérément exclu et l'a déjà vertement fait savoir, fustigeant dès dimanche de « petites cliques » destinées à « contenir la Chine ».

Sous Donald Trump, le prédécesseur de M. Biden à la Maison Blanche, les Etats-Unis s'étaient retirés en 2017 du Partenariat transpacifique (TPP), un vaste accord multilatéral de libre-échange, qui a fait l'objet d'un nouveau traité en 2018 sans Washington. M. Biden a fait comprendre qu'il n'avait aucune intention de relancer de grands accords de libre-échange, mais a par ailleurs annoncé lundi envisager de lever des barrières tarifaires pesant sur la Chine, rappelant qu'elles n'avaient pas été imposées par son administration.

Lire aussi la tribune d'Alice Ekman : [« Pour la Chine, occuper la "position dominante" passe par une nouvelle division du monde, où les Etats-Unis et leurs alliés seraient progressivement marginalisés »](#)

Le Monde avec AFP